



## COLLECTIF 69 DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

c/o Maison des passages 44, rue St Georges 69005 LYON

Courriel [palestine69@orange.fr](mailto:palestine69@orange.fr)

Site Internet <https://collectif69palestine.fr>

BULLETIN D'ADHESION ANNEE 202.

### PERSONNE PHYSIQUE

(adhésion en son nom personnel)

Je souhaite adhérer en mon nom personnel à l'association "Collectif 69 de soutien au peuple Palestinien", acceptant de ce fait la

Charte et les statuts de l'association. Si c'est un renouvellement [ ] ne renseigner que les informations qui ont changé.

► 20 euros (tarif normal)

► 10 euros (tarif réduit : précaires et étudiants)

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et Ville : .....

Téléphone(s) : .....

Email (BIEN LISIBLEMENT SVP) : ..... @ .....

.....  
Fait à ..... le .....

Signature

#### LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES :

« Les informations recueillies dans le présent questionnaire ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure

qu'avec votre accord. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la Loi 78.17 relative à  
l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6/01/1978 ».

### PERSONNE MORALE

(adhésion au nom d'une organisation)

Je souhaite faire adhérer mon organisation à l'association "Collectif 69 de soutien au peuple Palestinien", acceptant de ce fait la

Charte et les statuts de l'association Collectif 69 du soutien au peuple palestinien.

NOM DE L'ORGANISATION ADHERENTE :

.....  
Si c'est un renouvellement [ ] ne renseigner que les informations qui ont changé.

► 30 euros (tarif normal)

Responsable signataire :

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et Ville : .....

Téléphone(s) : .....

Email : ..... @ .....

Fait à le .....

Signature

#### LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES :

« Les informations recueillies dans le présent questionnaire ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure qu'avec votre accord. Elles pourront donner lieu à exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la Loi 78.17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6/01/1978 »